



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 28 août 2026

FOCUS : QUELLES PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR LE SURINAME GRACE AU PROJET DE TOTALENERGIES ?	2
Bolivie	3
L'agence de notation Fitch questionne la capacité de la Bolivie à reconstituer ses réserves internationales.	3
Colombie	3
Les banques baissent leurs taux immobiliers à 8 % pour soutenir la reconstruction après le séisme.	3
La Cour constitutionnelle approuve la majeure partie de la réforme des retraites du Gouvernement Petro, qui entrera en vigueur.	3
Le ministère des Mines et de l'Energie va solder 480 M\$ de dettes des distributeurs d'électricité envers les centrales thermiques.	4
Équateur	4
Au S1 2026, la croissance a atteint 2 %.	4
Les réserves du champ pétrolier Sacha ont été réévaluées à 640 millions de barils.	4
Les liens bilatéraux avec la Chine se renforcent.	5
Pérou	5
L'investissement privé a progressé de 18 % en g.a. au deuxième trimestre	5
Suriname	5
Le parlement adopte une régulation des cryptomonnaies pour lutter contre le blanchiment d'argent.	5
Venezuela	6
Les États-Unis assouplissent les sanctions visant le secteur des télécommunications.	6
Au S1 2026, la production manufacturière a augmenté de plus de 8 %.	6
Depuis le début de l'année, le Venezuela a signé plus de 50 accords dans le secteur des hydrocarbures.	6

Focus : quelles perspectives économiques pour le Suriname grâce au projet de TotalEnergies ?

Pour le Suriname, la découverte récente de pétrole offshore marque l'entrée dans une nouvelle ère économique. En octobre 2024, un consortium pétrolier mené par TotalEnergies a en effet annoncé un investissement de 10,5 Md\$ dans le premier projet en mer du pays, « GranMorgu ». Cet investissement, qui représente près de 2 fois le PIB du pays en 2023, est le plus important investissement privé jamais effectué au Suriname. Selon les projections du FMI, après la *first oil* prévue mi-2028, la production du projet GranMorgu devrait culminer autour de 70 M de barils par an en 2030 et 2031.

Dans ce contexte, le gouvernement considère que l'exploitation des ressources offshore doit constituer le principal moteur de la transformation économique du pays au cours de la prochaine décennie. Au-delà des recettes budgétaires attendues, les autorités souhaitent utiliser la manne pétrolière pour accroître durablement le potentiel de croissance du Suriname et réduire sa dépendance au secteur minier (or, bauxite), qui joue un rôle aujourd'hui prépondérant dans l'économie du pays. La stratégie gouvernementale repose sur trois axes complémentaires :

1) Le premier consiste à poursuivre le développement du secteur des hydrocarbures, les autorités estimant que le bassin Guyana-Suriname demeure largement sous-exploré. Cette stratégie est confortée par la découverte en juin 2026 de deux nouveaux gisements ainsi que la confirmation de l'extension du gisement pétrolier Roystonea. Les ressources récupérables identifiées dépassent ainsi désormais un milliard de barils équivalent pétrole sur le bloc n°52. Cela renforce la perspective d'une hausse progressive de la production nationale au-delà du seul projet GranMorgu.

2) Le deuxième axe consiste à engager une stratégie de diversification économique, afin de limiter la dépendance aux industries extractives. Le gouvernement surinamien a notamment créé en 2025 un fonds souverain, destiné à préserver une partie des recettes pétrolières pour les générations futures et à financer des investissements de diversification économique. Les autorités misent en particulier sur le développement de l'agriculture (riziculture, pêche, élevage), la construction d'une centrale électrique de type *gas-to-energy* à moyen terme et l'utilisation des ressources en gaz pour relancer des usines de transformation de la bauxite en alumine ou aluminium à plus long terme. Le pays cherche également à attirer des industries à forte consommation électrique comme les centres de données (*data centers*) et à développer le marché des crédits carbone, en tirant profit de sa large couverture amazonienne. Le pays a émis ses premiers crédits carbone souverains en août 2024.

3) Le troisième axe repose sur la modernisation des infrastructures. Les autorités surinamiennes envisagent notamment la construction de ponts transfrontaliers avec le Guyana et la Guyane française. Ces deux projets ont vocation à renforcer les échanges commerciaux – aujourd'hui très faibles – entre ces pays. De façon plus générale, les autorités souhaitent améliorer l'ensemble des réseaux routiers (aujourd'hui très limités, ce qui entrave la connectivité du pays) ainsi que les infrastructures portuaires afin d'accompagner l'essor des activités pétrolières et industrielles. L'objectif est double : renforcer les capacités du port de Paramaribo, principal point d'entrée des marchandises du pays, et développer de nouvelles infrastructures pour les activités parapétrolières. Le projet le plus ambitieux est celui du port en eau profonde de Nickerie, qui vise à créer un *hub* logistique régional pour les activités *offshores*, les exportations agricoles et le transport de conteneurs.

Bolivie

L'agence de notation Fitch questionne la capacité de la Bolivie à reconstituer ses réserves internationales.

Bien que l'agence de notation Fitch considère favorablement la flexibilisation du taux de change, elle émet des doutes quant à la capacité du pays à accumuler des réserves internationales. Selon l'agence, le passage à un taux de change flexible (cf. [Brèves semaine 27](#)) a permis de corriger les distorsions créées par la coexistence d'un taux de change officiel et d'un taux parallèle. Cependant, elle ne garantirait pas une reconstitution automatique des réserves internationales : pour Fitch, ce nouveau dispositif doit encore démontrer sa capacité à créer les conditions nécessaires pour attirer des devises dans l'économie et permettre à la Banque centrale de les accumuler durablement. Cela implique d'accroître l'offre de devises, notamment grâce à une hausse des exportations, des investissements et des financements extérieurs. Pour mémoire, un accord au niveau des services avec le FMI a été atteint récemment et doit encore être révisé par le Conseil d'administration du FMI (cf. [Brèves semaine 32](#)).

Colombie

Les banques baissent leurs taux immobiliers à 8 % pour soutenir la reconstruction après le séisme.

Certaines grandes banques colombiennes ont accepté la demande du président De la Espriella de ramener à 8 % annuels les taux des prêts immobiliers accordés aux familles touchées par le séisme. Les banques concernées sont *Davivienda*, *Bancolombia*, *GNB Sudameris* ainsi que les banques du groupe *Aval* (*Banco de Bogotá*, *AV Villas*, *Banco de Occidente* et *Banco Popular*). Le président a également demandé que ce taux soit maintenu pendant toute la durée du prêt. Il

s'appliquera au financement de logements neufs ou anciens ainsi qu'aux travaux de rénovation dans les zones touchées par le séisme. Cela représente une baisse significative par rapport aux taux actuellement pratiqués sur le marché, qui s'établissent à près de 14 %. Bancolombia estime que cette mesure lui permettra de financer environ 7 000 familles affectées par le tremblement de terre.

En outre, le gouvernement a annoncé que les familles touchées à Buenaventura recevront une aide mensuelle au logement de 345 \$ (1,1 M COP) pendant 3 mois. Dans le Chocó, cette aide mensuelle atteindra 285 \$ (875 000 COP). L'Unité nationale pour la gestion des risques de catastrophe estime le coût total de ce dispositif à 137 M\$ (420 Md COP).

La Cour constitutionnelle approuve la majeure partie de la réforme des retraites du Gouvernement Petro, qui entrera en vigueur.

La Cour constitutionnelle a approuvé une grande partie du système de retraite proposé par le gouvernement Petro en 2024 reposant sur quatre piliers, dont un sur la contribution des travailleurs à un fonds de pension de l'État. D'une part, le pilier solidaire est destiné aux personnes âgées en situation d'extrême pauvreté, de pauvreté ou de vulnérabilité, dont les prestations seront financées par le budget de l'État. D'autre part, le pilier contributif s'adresse à près de 25 millions de Colombiens qui cotiseront auprès du fonds de pension public, *Colpensiones*, sur la part de leur revenu allant jusqu'à 2,3 salaires minimums. Pour les revenus supérieurs à ce seuil, la part excédant 2,3 salaires minimums sera versée dans une composante complémentaire d'épargne individuelle gérée par des fonds privés. Enfin, le pilier semi-contributif est destiné à ceux qui atteignent l'âge requis mais ne comptabilisent pas le nombre de semaines nécessaires pour bénéficier d'une pension complète. Ils recevront un montant calculé notamment en fonction de leurs cotisations. La Cour

constitutionnelle a renvoyé neuf articles de cette réforme au Congrès, qui dispose de 30 jours pour les réexaminer. Les articles validés par la Cour entreront en vigueur le 1^{er} avril 2027, tandis que les autres sont renvoyés au Congrès pour révision puis à la Cour.

Le ministère des Mines et de l’Energie va solder 480 M\$ de dettes des distributeurs d’électricité envers les centrales thermiques.

Le ministère des Mines et de l’Energie a acté le prochain versement de 480 M\$ au profit des distributeurs d’électricité thermique. Cette mesure vise à garantir la continuité de l’approvisionnement électrique en apportant des liquidités aux acteurs du système. Les producteurs d’électricité thermique concentrent 45 % de l’emprunt total du ministère des Mines qui s’élève à 1,3 Md\$.

La part de la production thermique dans les achats de l’Etat colombien a rapidement augmenté récemment dans le cadre de l’approche du phénomène *El Niño* (cf. [Focus semaine 21](#)). Celui-ci devrait causer une chute de la production d’électricité hydroélectrique, avec des apports hydriques ne représentant que 76 % de leur moyenne historique en mai et juin et 80 % en juillet. Alors que la production d’électricité d’origine thermique ne compte que pour 20 % du mix énergétique colombien en temps normal, avec le phénomène *El Niño* cette part pourrait passer à 35 % dans les prochains mois.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,5%	36,5%	2508
Change USD/COP	1,4%	-21,6%	3160
Change EUR/COP	2,0%	-21,5%	3682
Prix du baril (Brent, USD)	0,5%	27,9%	87,39

Équateur

Au S1 2026, la croissance a atteint 2 %.

L’économie équatorienne a enregistré une croissance de 2 % au S1 2026 en g.a., selon le dernier rapport de la Banque centrale. Cette progression repose principalement sur les services (+2,6 %), l’industrie manufacturière (+3,8 %), la construction (+3,4 %) et le commerce (+2,1 %), qui ont compensé le recul des secteurs pétrolier et agricole. Le commerce a bénéficié d’une progression des ventes de véhicules et de carburants. À l’inverse, le secteur pétrolier et minier s’est contracté en raison d’une baisse de la production nationale de brut et des exportations minières. L’agriculture, l’élevage, la sylviculture et la pêche ont reculé dans un contexte de diminution des exportations de cacao, de bananes ainsi que de produits de la pêche et de l’aquaculture.

Les réserves du champ pétrolier Sacha ont été réévaluées à 640 millions de barils.

Petroecuador a annoncé que les réserves du champ pétrolier Sacha, en Amazonie, ont été réévaluées de 350 à 640 millions de barils, soit une hausse de 83 %. Cette certification confirme le potentiel du principal champ pétrolier équatorien, en production depuis plus de 40 ans. Petroecuador souhaite désormais s’appuyer sur ces nouvelles réserves pour inverser le déclin naturel de la production et l’augmenter d’au moins 25 %. L’objectif est de porter la production de Sacha à un pic de 80 000 à 90 000 b/j, contre une moyenne de l’ordre de 71 000 b/j au premier semestre 2026, en baisse de -5 % sur un an. Pour financer les investissements nécessaires, le gouvernement envisage à nouveau de faire appel à des partenaires privés, après l’échec en 2025 du projet de concession au consortium sino-canadien Sinopetrol. Petroecuador travaille actuellement à la définition du cadre contractuel, qui devrait être arrêté avant 2027. La compagnie publique mène parallèlement une nouvelle certification des réserves de ses principaux

champs, dont les résultats sont attendus dans les prochains mois et devraient permettre une meilleure valorisation de ses actifs.

Les liens bilatéraux avec la Chine se renforcent.

À l'issue de sa visite en Chine du 16 au 23 août, le gouvernement équatorien a annoncé que la Chine avait levé les suspensions visant huit entreprises équatoriennes exportatrices de crevettes, rétablissant leur accès au marché chinois. Six autres établissements restent toutefois suspendus. Par ailleurs, le gouvernement équatorien a confirmé son accord de principe avec *PowerChina* pour assurer l'exploitation et la maintenance de la centrale hydroélectrique *Coca Codo Sinclair*. Le contrat, d'un montant de 46 M\$ par an, devrait être finalisé d'ici décembre 2026. Le président Noboa a proposé une alliance entre les ports de Guayaquil et de Shanghai afin de renforcer les exportations équatoriennes vers la Chine, en s'appuyant sur la nouvelle liaison maritime via Chancay, au Pérou. L'objectif est de réduire les coûts et les délais logistiques pour le cacao, les crevettes, les bananes, le café et les fleurs. La visite a également permis de promouvoir les investissements chinois dans les énergies renouvelables, les infrastructures, l'agro-industrie et les mines. Pékin a annoncé 42,7 M\$ de coopération non remboursable. Le Président Noboa ambitionne par ailleurs de porter les échanges bilatéraux à plus de 20 Md\$ à l'horizon de la troisième année d'application de l'ALE, en vigueur depuis le 1er mai 2024.

Pérou

L'investissement privé a progressé de 18 % en g.a. au deuxième trimestre

La croissance de l'investissement au T2 2026 a atteint 17,6 % en g.a., soit son niveau le plus élevé depuis 2010 (hors 2021 - reprise postpandémie), selon les données de la

Banque centrale (BCRP). Le pays enregistre dix trimestres consécutifs d'expansion de ce secteur, ce qui témoigne d'une reprise solide et durable de l'activité économique. La hausse de l'investissement privé a contribué à la progression de 5,2 % en g.a. de la demande intérieure entre avril et juin, période au cours de laquelle l'économie nationale a connu son dixième mois consécutif de croissance. En parallèle, les dépenses publiques ont baissé de -2,6 % en g.a. entre avril et juin, notamment du fait de la baisse des dépenses de l'État.

Suriname

Le parlement adopte une régulation des cryptomonnaies pour lutter contre le blanchiment d'argent.

L'Assemblée nationale du Suriname a adopté à l'unanimité une loi de supervision des prestataires de services liés aux actifs virtuels, notamment les cryptoactifs. La loi encadre notamment l'autorisation, l'octroi de licences, l'enregistrement et la supervision des prestataires de services sur actifs virtuels. Elle fixe également des exigences en matière de fonds propres, de gouvernance et d'intégrité des opérateurs. Enfin, le dispositif doit contribuer à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi qu'à rapprocher davantage le Suriname des exigences de la recommandation 15 du Groupe d'action financière (GAFI). L'examen du texte intervient dans le contexte du processus engagé par le Suriname auprès du Groupe d'action financière des Caraïbes (CFATF). Le gouvernement a souligné la nécessité pour le pays de poursuivre ses efforts afin de corriger les insuffisances identifiées et d'éviter une inscription sur une liste noire internationale. Avec ce texte, le Suriname se dote pour la première fois de son histoire d'un cadre juridique régulant les activités liées aux cryptomonnaies.

Venezuela

Les États-Unis assouplissent les sanctions visant le secteur des télécommunications.

Le gouvernement étatsunien autorise désormais ses entreprises à fournir des technologies, des logiciels ou des services dans le secteur des télécommunications au Venezuela. La société publique vénézuélienne de télécommunications CANTV et la Commission nationale des télécommunications (CONATEL) pourront donc bénéficier de l'offre étatsunienne en matière d'installation, de maintenance, de rénovation, de réparation, de mise à niveau, d'exploitation ou de support des télécommunications. En outre, ces nouvelles licences ouvrent la possibilité de négocier et de signer des contrats pour de nouveaux investissements dans le secteur. L'exécution de ces contrats reste toutefois conditionnée à l'approbation du Trésor américain.

En parallèle, CANTV s'est associée à Liberty Networks, déjà présente en Amérique latine, pour la construction d'un câble sous-marin entre le Venezuela et Curaçao. Cette nouvelle connexion augmentera significativement la capacité numérique tout en réduisant la latence du réseau à moins de quatre millisecondes, permettant une transmission de données plus rapide et plus fiable entre les deux pays.

Au S1 2026, la production manufacturière a augmenté de plus de 8 %.

La production manufacturière privée a enregistré une hausse de 8,1 % au S1 2026, notamment au T1. selon la Confédération vénézuélienne des industriels (Conindustria). Cette croissance est principalement portée par les grandes entreprises, dont la production a augmenté de 11 % (en g.a.), tandis que celle des moyennes entreprises a crû de 5 % et celle des petites entreprises a

diminué de -5 %. Parmi les obstacles à la production manufacturière, l'organisation a rapporté des impôts jugés excessifs, des défaillances du service d'électricité, l'inflation et la dévaluation, les restrictions d'accès aux devises étrangères, ainsi que le manque de financement. Concernant l'électricité, Conindustria a indiqué que, sur 488 heures de travail au T2 2026, les entreprises ont déclaré en moyenne 214 heures sans service, soit une augmentation de 68 % par rapport au trimestre précédent.

Depuis le début de l'année, le Venezuela a signé plus de 50 accords dans le secteur des hydrocarbures.

Plus de 50 accords pétroliers et gaziers ont été signés depuis le début d'année, recouvrant plus de 76 zones de production, selon les déclarations de la présidente par intérim Delcy Rodríguez. Entre juin et août, le pays a conclu des accords avec Shell (Royaume-Uni), British Petroleum (Royaume-Uni), XRG (Emirats arabes unis) et UCC Oil & Gas (Qatar) pour le développement et l'exploitation du gisement gazier Loran, dont les réserves sont estimées à 4 Md de pieds cubes. Le gouvernement envisagerait également de céder les gisements de gaz naturel de *Patao* et *Mejillones* à Shell alors que ceux-ci étaient auparavant sous le contrôle d'une société russe (Roszarubezhneft).

Au niveau pétrolier, des accords majeurs ont également été trouvés ces derniers mois. Un contrat de participation à la production a été signé avec *Hunt Oil* (États-Unis) sur les champs *Caro* et *Caristio*, situés dans l'est du pays. Un accord-cadre a également été signé avec Schlumberger (SLB) concernant des études sur différents gisements pétroliers du pays. SLB a également signé un accord avec l'entreprise pétrolière publique PdVSA concernant la modernisation des bases de données pétrolières, qui devrait permettre de mieux informer les investisseurs étrangers.

Cependant, le pays fait face à des accusations de décisions prétendues arbitraires dans le cadre d'accords passés. Ainsi, l'entreprise vénézuélienne DP Delta Finance s'estime dépossédée de sa licence d'exploitation (valable jusqu'en 2042) au profit de *Pacific Coast Energy Company* (PCEC ; États-Unis). Selon les autorités, cette décision est motivée par le non-respect des plans d'investissement

et de production prévus. Par ailleurs, depuis 2022, selon Petrodelta (détenue à 40 % par DP Delta Finance), l'entreprise aurait produit 12 M de barils de pétrole, pour une valeur de 700 M\$ et fourni des services complémentaires d'une valeur de 100 M\$ sans avoir été rémunérée par l'État. L'entreprise estime que ses pertes atteignent 2 Md\$.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Killian MAGDELAINE, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)